l'heure où l'homologation de l'acte sera prise en considération.

C'est encore, sur ce point, la pratique qui a toujours été suivie à Québec ; et chaque fois qu'elle a été suivie chez nous, tout a fonctionné pour le mieux, sans retard. Rien n'a fait défaut. Et c'est en l'observant fidèlement qu'on pourra plus que compenser le retard causé par le dépôt de l'acte de cotisation après le troisième dimanche de l'avis.

Je ne crains pas d'affirmer que, presque chaque fois que les syndics ont voulu prendre l'initiative de l'avis public, les procédures ont dû être recommencées.

Deux cas :

1° On avait déposé au presbytère un rôle qui n'était ni daté, ni signé, un papier blanc par conséquent ;

2° Dans une paroisse où il y avait un presbytère, on avait déposé le rôle chez un notaire du lieu.

Dans ces deux cas, les avis eussent-ils été donnés de la façon la plus indubitablement régulière, tout était à recommencer, ce qui ne serait pas arrivé si on avait préalablement soumis l'acte aux commissaires, en leur demandant de « régler et ordonner la procédure. »

Dans l'un de ces deux cas, le retard a failli faire manquer un emprunt considérable dont la négociation était commencée lors de la publication des avis. (1)

F.-X. GOSSELIN,
protonotaire de Chicoutimi.

Chronique diocésaine

— o —

— De dimanche à mardi, ont eu lieu à la Basilique les exercices solennels des Quarante-Heures. Comme les années précédentes, la richesse des décorations, l'éclat de l'illumination et

(1) S'il est nécessaire d'appuyer mon avis de quelque autorité, je puis ajouter que cette consultation a été soumise à un des plus anciens et des plus distingués juges de la Cour supérieure qui l'a approuvée sans réserve, avec recommandation de ne pas m'en écarter.